

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 276 – Mars 2024

Histoire

Le déclin des Chevaliers du Travail

Les derniers moments de vie des Chevaliers du Travail.

La Vigilance

Biographies

Jacques Lemaître

Souvenirs personnels

Jean Fonteyne

Sans elles, il n'y aurait pas eu de résistance.

Une résistante carolo : Yvonne Ledoux

Décès de l'historien belge José Gotovitch

Dossier

« L'histoire le jugera sévèrement » : ...

33 ans après la Réunification, ...

Die Linke...

Le parti Alternative électorale

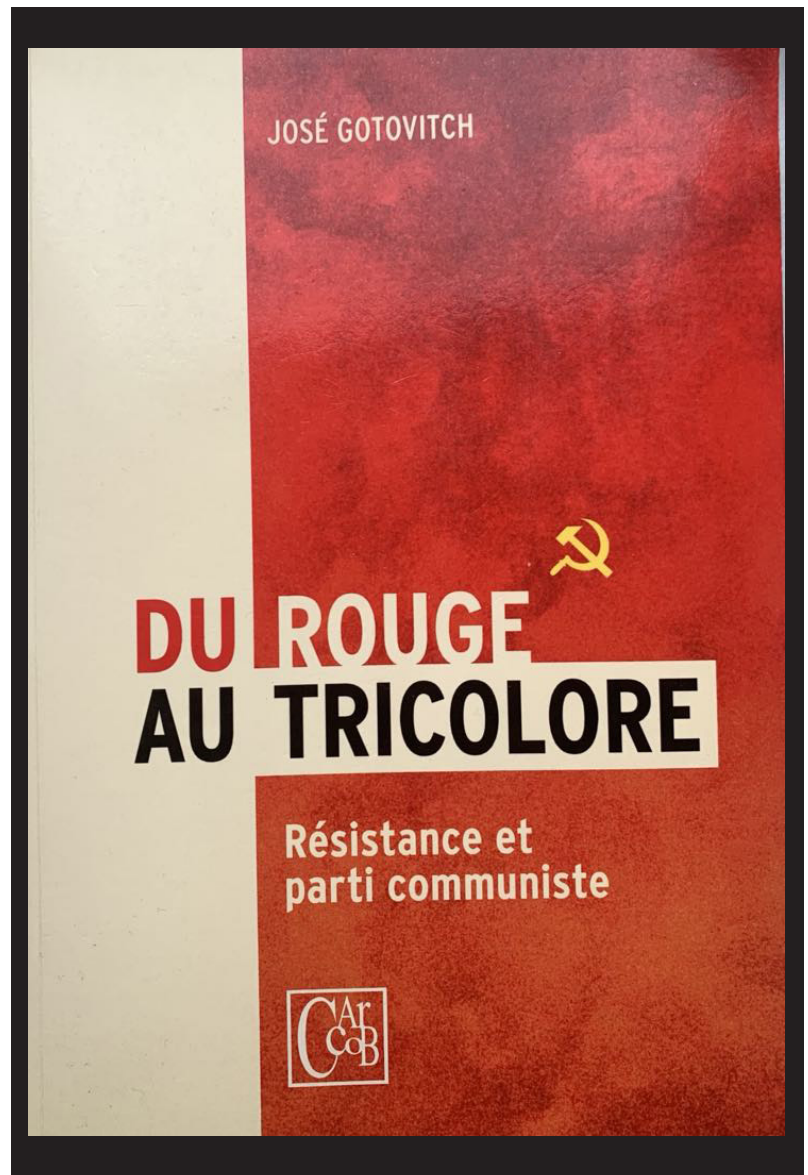
Un nouveau parti apparaît ...

Prés carrés

Faut-il numériser l'école à tout prix ?

Lecture

Léon Blum. Un portrait



HISTOIRE

LE DÉCLIN DES CHEVALIERS DU TRAVAIL

En 1926, ce nouveau syndicat créé par Julien Lahaut qui en assure le secrétariat ranime le souvenir des Chevaliers du Travail. On dénombre 6.000 membres mineurs et métallurgistes dont un tiers dans la région liégeoise. La fédération syndicale est affiliée à l'Internationale des syndicats rouges.

En juin 1926, la situation économique est meilleure dans le bassin de Charleroi et cela tend à favoriser un certain regroupement syndical. C'est ainsi que la Centrale des mineurs réussit à rallier dans ses rangs la section de Montignies-sur-Sambre des Chevaliers du Travail et une partie de la section de Dampremy. Toutefois, les communistes de la Fédération des Chevaliers du Travail restent solidement implantés à Dampremy autour de la Maison du Peuple, leur lieu de ralliement.

Maison du Peuple «La Vigilance» de Dampremy

Le scrutin communal du 10 octobre voit les socialistes reculer dans de nombreuses communes ouvrières de l'arrondissement de Charleroi et les communistes connaissent quelques progrès en gagnant 5 élus.

En 1928, le mouvement ouvrier socialiste connaît un certain renouveau dans le bassin de Charleroi : Léon Watillon devient secrétaire de l'intersyndicale et Arthur Gailly secrétaire de la Fédération des Mutualités socialistes. Les Jeunes Gardes Socialistes retrouvent un renouveau plus dynamique.

En U.R.S.S., Léon Trotski est exilé et cette mesure n'est pas sans répercussions sur le P.C.B.

De son côté, la Fédération des Chevaliers du Travail s'est réunie à Seraing le 15 janvier 1928 et elle y proclame son intention : « de lutter pour le rétablissement de l'unité syndicale par la réintégration des Chevaliers du Travail à la Centrale des mineurs. L'idéal des Chevaliers du Travail étant la recherche de l'union des travailleurs, il ne peut être question pour elle de mener une action tendant à désagréger les organisations existantes. »

Elle déclare limiter son action et son champ de re-



Nouvelles

crument à la masse inorganisée et désorganisée des travailleurs de l'industrie. La Fédération des Chevaliers du Travail tente ainsi de rapprocher les diverses fractions du mouvement ouvrier dans ce qui apparaît comme un exercice difficile et quelque peu à contre-courant.

D'autre part, elle s'est fortement affaiblie et ne comporte plus dans le bassin de Charleroi que deux groupes dissidents de la Centrale des mineurs qui sont regroupés à Dampremy, Marchienne-Docherie, Lodelinsart et dans une moindre mesure à Gilly, où la Fédération des Chevaliers du Travail a établi son siège à la Maison du Peuple « Les Vainqueurs ».



Léon Lesoil

En 1929, les effectifs des Chevaliers du Travail continuent à s'amenuiser. L'année est marquée par les divisions entre communistes. Léon Lesoil crée le mouvement trotskiste à Charleroi entraînant avec lui une bonne moitié des militants de la Fédération du P.C.B.,

De son côté, Henri Glineur va reconstituer la Fédération de Charleroi du PCB avec une poignée de camarades. Il reste fidèle à ses idées et est bien décidé à convaincre la classe ouvrière de leur justesse.

Lesoil tente, d'autre part, de détacher la Fédération des Chevaliers du Travail de Charleroi du comité national de l'organisation animé par Julien Lahaut. Cela amène la Fédération nationale à repreciser les tâches immédiates:

1. agir sur le terrain de la lutte révolutionnaire des mineurs du pays car 100. 000 travailleurs ne sont pas organisés. La tâche est donc de les conquérir;
2. rompre avec Lesoil qui prétend que la création de nouvelles sections des Chevaliers du Travail provoquera de nouveaux déchirements syndicaux. Il veut sans doute nous séparer de l'Internationale syndicale rouge. «

Le Parti communiste tient dans ce contexte, un Congrès particulièrement important. Il est intéres-

sant de reproduire l'analyse qu'il fait de la situation syndicale et des tâches d'organisation qui en découlent. On note, dans le paragraphe 47 du projet de thèses, les considérations suivantes : « La répression contre les communistes dans les syndicats, le grand nombre de camarades exclus, exigent l'organisation méthodique de ces ouvriers inorganisés dans des caisses de chômage et de solidarité.

De même, le parti doit beaucoup mieux s'organiser dans les syndicats des Chevaliers du Travail. Nos organisations et organes de travail ont pour tâches pressantes de donner de la vigueur à ces syndicats et d'exiger par leur travail propre que soient appliquées les décisions des congrès internationaux. »

Les tâches d'organisation précisent d'autre part dans le paragraphe f) du chapitre IX «Sections syndicales» : « Le travail dans les syndicats rouges (Chevaliers du Travail) et autonomes (syndicats du peigné de Verviers par exemple) doit être renforcé.

Il faut considérer les fractions et leur donner des directives concrètes sur les tâches à effectuer. Ces syndicats, qui sont sous notre contrôle effectif, peuvent et doivent être des réservoirs importants pour notre parti, pourvu que notre travail soit bien fait.

Les derniers moments de vie des Chevaliers du Travail.

Il serait évidemment fort intéressant d'étudier les répercussions de ce congrès sur le comportement des militants communistes dans les années trente et plus particulièrement lors de la grève générale des ouvriers mineurs de l'été 1932. Ajoutons que l'année 1929 connaît une nouvelle campagne électorale législative.

Le 26 mai, le P.O.B. connaît à nouveau l'échec. A Charleroi, il garde ses 7 députés mais il perd 4.411 voix. Les communistes y obtiennent 5.140 voix,



les trotskistes 2.951 voix, soit ensemble un gain de 2.124 voix.

Notons ici qu'en 1930, les sections des Chevaliers du Travail en pays minier donnent naissance à la Centrale révolutionnaire des mineurs.

Les événements de la grève générale de 1932 ont été rappelés dans un ouvrage collectif paru en juillet 1994, édité par la F.J.J. et l'I.H.O.E.S. : « Mineurs en lutte - La grève générale de l'été 32 » (Serge Deruette, Michel Hannotte et Jacques Lemaître)

Après la grève, de vives tensions vont se rallumer entre ce qui reste du Syndicat des Chevaliers du Travail (notamment à Marchienne-Docherie) et la Centrale des mineurs.

C'est à cette période que le Parti communiste lance des idées et des actions nouvelles : constituer des comités d'entreprise, éditer des journaux d'entreprise et créer des comités de chômeurs.

En 1935, les trotskistes, groupés à Charleroi autour de Léon Lesoil, rejoignent la Centrale des mineurs et Lesoil lui-même demande son affiliation au P.O.B.

A la même époque, la fédération des Chevaliers du Travail qui regroupe des ouvriers mineurs négocie également un retour à la Centrale des mineurs. C'est ainsi que sept sections des Chevaliers du Travail (Gilly, Châtelineau, Montignies-sur-Sambre, Ransart, Jumet, Spy et Auvelais - soit environ 1100 Chevaliers) rejoignent la Centrale des mineurs.

Deux groupes refusent cette fusion : celui qui est influencé par J.B. Cornez à Dampremy, Marchienne-Docherie et Lodelinsart et celui qui est conduit par Henri Glineur à Jumet-Brulotte et à Roux-Aisielies.

Il semble qu'une certaine influence des Chevaliers du Travail ait persisté à Charleroi jusque dans les années 1954-56 mais nous manquons totalement d'informations sur cette période.

Je ne connais pas encore le contexte et les modalités qui ont permis que la Maison de Peuple de Dampremy soit finalement devenue celle de la Fédération de Charleroi du P.C.B.

Dr Jacques Lemaître

Comme le mentionne Jacques Lemaître, les procès-verbaux sont bien tenus dans le grand livre mais nous n'avons pas d'archives à partir de la guerre 1940-1945. Toutefois, nous pouvons vous donner les informations obtenues grâce aux copies figurant au Moniteur belge.

La Vigilance

Extraits tirés du document rédigé le 22 juin 1890 par l'Etude de Maître Gillieaux : « Vente d'un terrain à la société coopérative « La Vigilance », Union des mineurs de Dampremy représentée par 10 signataires houilleurs habitant Dampremy à l'exception de l'un d'entre eux habitant Lodelinsart suivant l'acte établissant la création de ladite société actée le même jour.

Il leur est vendu un terrain d'une superficie de 32 a 12 ca pour le prix de 2700 FB.

La construction à venir devra être érigée à 3 m 40 du chemin.

Le notaire certifie qu'il a reçu 2000 FB des administrateurs de la société. Quant aux 700 FB de surplus, ils devront être payés au propriétaire avec intérêt annuel de 5 % en son domicile dans les trois mois à dater de ce jour.

Le Vigilance en liquidation

Le 30 septembre 1961, suite à la tenue de l'assemblée générale de la Vigilance a été actée sa dissolution en présence de deux liquidateurs MM Willems et

Peinture retrouvée dans l'ancien café de la Nouvelle Vigilance sous plusieurs couches de papier peint.



Lhoir. Cette assemblée générale a approuvé l'apport fait à la Nouvelle Vigilance des biens de la société moyennant la distribution des 100 parts aux associés de la façon suivante :

- Pour M Alexis Magis : 10 parts
 - Pour les 15 autres 6 parts chacun donc un total de 90 parts
- Ce qui fut fait sous la signature de MM Georges Gli-neur, président et Alexis Magis, secrétaire.

La Nouvelle Vigilance en augmentation de capital

En sa séance du 21 septembre 1962, les liquidateurs de la SC La Vigilance font l'apport d'un immeuble sis rue Jules Destrée à Dampremy dénommé Maison du Peuple. Les liquidateurs distribuent les 100 parts.

Il est signalé que le Conseil d'administration de la Nouvelle Vigilance agréé comme membres tous les membres de la société en liquidation.

La nouvelle société est représentée par MM Emmanuel Willems, Maurice Magis, Arthur Bleux, Robert Dussart et Jules Martin.

Robert Tangre

Jacques Lemaître



Depuis plusieurs semaines, nous publions des articles signés Jacques Lemaître, mais qui est donc ce personnage ?

Jacques Lemaître est né dans la région bruxelloise en 1923 et décédé à La Louvière le 7 mars 2014.

Jeune communiste en 1936, il fut résistant, partisan

armé, engagé volontaire. Il devint membre du PCB en 1944.

Jacques était diplômé docteur en médecine et il exerça en cardiologie. Il fut conséquent dans son engagement social et choisit d'exercer sa profession dans un hôpital public, la clinique de La Hestre. La clinique fut fermée lors du transfert des activités médicales à l'hôpital Tivoli de La Louvière. A ce moment seuls deux médecins restèrent salariés, lui donc et le camarade Meesters

Membre du Comité fédéral de Thudinie, arrondissement où il résidait. Il fut élu régulièrement membre du Comité central du PCB depuis 1973. Militant de la CGSP, il s'activa beaucoup dans la grève de 1960 – 61. Il a été aussi un des animateur du GERM (groupe d'étude pour la réforme de la médecine) et vice-président de la Fondation Willy Peers dont il fut le collègue et le camarade.

Il est l'auteur de nombreuses publications et articles parus dans les Cahiers marxistes.

Jacques Lemaître avait épousé Michèle Fonteyne, fille de Jean Fonteyne auquel leur fils Jean a consacré une biographie sous le titre « C'est un joli nom camarade ».

Michel et Jacques Lemaître ont mené de nombreuses recherches sur l'histoire du PC dans la région du Centre. Ces inédits et d'autres documents de leur parcours militant, inventoriés par leurs soins, sont consultables au CARCoB.

Extrait du site du CarCoB

Souvenirs personnels

Lors des élections avant la régionalisation du pays, les listes électorales pour le Sénat concernaient les arrondissements de Charleroi et de Thuin. C'est ainsi que notre camarade fut repris comme tête de liste à plusieurs reprises.

Après avoir quitté l'enseignement en 1988, je fus appelé à côtoyer à de nombreuses reprises le couple Jacques et Michèle. A un moment donné, conscients de la diminution du nombre de militants dans leur région, ils souhaitèrent en accord avec leurs membres, couper la Thudinie en deux. Les régions de Beaumont, Chimay, et Erquelines furent transférées à la région de Charleroi tandis que l'autre partie regroupant Manage, Morlanwelz et Binche fut rattachée à la fédération du Centre. La caisse fédérale de Thudinie fut coupée en deux et les montants transférés aux deux régionales.

A cette époque, Jacques s'investit davantage dans



ses recherches historiques. Dépositaire des archives de son beau-père, Jean Fonteyne, il eut de quoi investiguer sur l'histoire du mouvement ouvrier. C'est à partir de ce moment que nous avons pas mal travaillé ensemble. Comme il avait appris que mon désir était lié à la sauvegarde de la vieille Maison du Peuple de Dampremy et à la conservation et surtout le classement de nos archives propres, il me conseilla de travailler avec l'IHOES de Seraing (Institut d'Histoire Ouvrière Economique et Sociale de Seraing) Je fis ainsi la connaissance de Marcel Deprez, ancien inspecteur principal de la Communauté Française de Belgique et Michel Hannotte, l'un et l'autre respectivement président et directeur de l'association.

La grande salle de notre bâtiment fut complètement rénovée et nous créâmes le Cercle Louis Tayenne. Jacques devint l'un des premiers chercheurs à fouiller dans nos archives suivi par Monique Rappet et Roger Nicolas dont nous avons publié un grand nombre de ses articles. Le temps passant, Georges, Claudine, Micheline, Claude, Louise et François s'engagèrent à leur tour

De son côté, Michèle Fonteyne, son épouse continua à conserver des liens importants avec les anciens militants de l'ancienne Fédération de Thudinie. Avec l'année 2000, elle déclara forfait et je dus prendre la relève, chose qui me permit de découvrir la Thudinie dans ses plus petits villages surtout lors des pé-

riodes électorales pour faire signer les parrains des listes électorales et les candidats présentés.

J'appris aussi à les connaître davantage car je fus toujours agréablement accueilli dans la maison qu'ils avaient fait construire à Hantes-Wihéries. Parmi mes nombreux souvenirs, ils font partie de ces militants de valeur que j'ai eu l'occasion de côtoyer, de découvrir et de sympathiser. Qu'ils en soient remerciés comme toutes celles ceux que j'ai rencontrés et appris à connaître. A mon âge maintenant très avancé, ma mémoire toujours très vivace, je peux continuer à transmettre les connaissances qu'ils m'ont transmises.

Robert Tangre

Jean Fonteyne

Nous venons de terminer la biographie de Jacques Lemaître et de son épouse Michèle Fonteyne, Dans cet écrit, nous avons évoqué la personne de Jean Fonteyne. Il est très utile de rappeler maintenant la vie de ce grand militant

Jean Fonteyne est né le 3 mai 1899 à Ledeborg (Flandre) et décédé le 22 juin 1974 à Bruxelles ;

Né dans une famille libérale, d'un père fonctionnaire et d'une mère enseignante, Jean Fonteyne fut



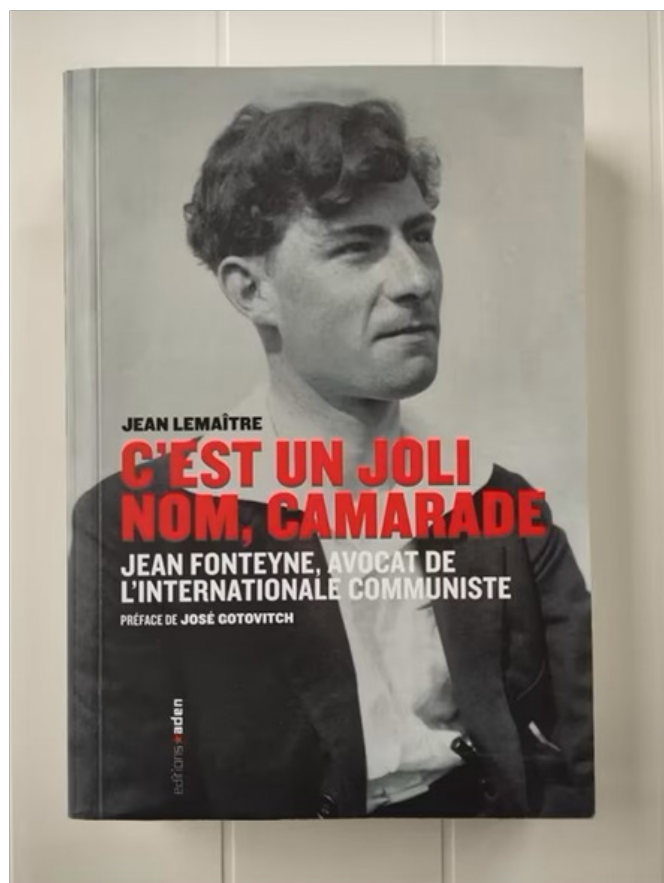
emprisonné six mois par l'occupant en 1916 pour avoir diffusé la presse clandestine patriotique dans son lycée. Il rejoignit ensuite l'armée belge par les Pays-Bas. Docteur en droit de l'Université Libre de Bruxelles en 1920, il participa pendant ses études au Mouvement étudiant pour la culture morale. En 1922, il épousa Andrée De Lannay. Ils eurent quatre filles. Stagiaire chez un grand avocat et homme politique libéral, il fonda et dirigea jusqu'à sa mort la « Revue générale des assurances et des responsabilités ».

La crise l'amena au contact direct de la classe ouvrière et de ses luttes. Il devint l'un des avocats les plus actifs du Secours rouge en Belgique. Parallèlement, il fonda l'«Éducation par l'image» (EPI) et participa à la création de l'«Association révolutionnaire culturelle» (ARC). La conjonction de son engagement social et de ses préoccupations culturelles le conduisit, après la grève de 1932 où il avait assuré la défense des militants ouvriers emprisonnés, à jouer un rôle de mentor dans la mise au point du film « Borinage » de Henri Storck et Joris Ivens. Avec le docteur Hennebert, il véhicula les cinéastes et tourna lui-même un film.

Il se situa ainsi au centre d'une brochette d'artistes et d'intellectuels révolutionnaires, dont son beau-frère, Paul Libois, mathématicien, qui fut l'un des premiers assistants communistes à l'Université de Bruxelles. Il adhéra au PC en 1934 et assura la fondation et l'organisation du « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes », dont il demeura le pivot tout au long de son existence.

Il était membre de l'Ordre maçonnique mixte, « Le Droit Humain », milieu dont l'antifascisme fit une pépinière de communistes parmi les intellectuels. Pendant la guerre d'Espagne, qu'il vécut comme animateur du CVIA (Comité de vigilance des intellectuels antifascistes), donc de toutes les actions de solidarité, il accueillit un enfant espagnol qui grandit dans la famille.

En 1936, il fut membre de la Commission d'enquête sur les interventions de crise et les collusions entre la politique et la finance. Il était déjà l'avocat de l'ambassade soviétique quand, avec la drôle de guerre et la mise hors la loi du PCF, il fut amené à assurer la responsabilité principale des contacts avec l'appareil de direction du PCF qui s'installa à Bruxelles. Il assura la défense des députés français emprisonnés, dont il tira un ouvrage, imprimé antitadé sous l'occupation Le Procès des 44. En contact direct avec Jacques Duclos, il hébergea Maurice Thorez quand celui-ci déserta. Mais il fut avant tout l'organisateur du séjour en Belgique du délégué de l'Internationale auprès du PCF, Eugen Fried*, dont il assura les liaisons ainsi que le financement. Quelques hommes d'affaires de confiance assuraient, depuis Anvers et



les Pays-Bas, le rendement des placements opérés. Plusieurs immeubles achetés sous divers noms en Belgique fournissaient également planques et revenus. Il assura, le moment venu, le sauvetage de la Compagnie France-Navigation

Pendant les semaines de confusion de l'été 1940, Fried l'envoya en mission à Paris et dans le Sud-Ouest. Ainsi, du 10 au 20 juillet, il accomplit un long périple qui rétablit le contact de Duclos** avec Bruxelles et Moscou et le conduisit dans les camps du Sud-Ouest de la France. Là, par subterfuge, il fit libérer des militantes et des militants communistes emprisonnés. En octobre, il retourna en France, chargé cette fois, avec l'aide de l'Ambassade soviétique de Paris, de faire libérer par tous les moyens, y compris la corruption, les dirigeants des Brigades internationales emprisonnés en les « naturalisant » soviétiques. Luigi Longo*** était le principal concerné, mais aussi le dirigeant indonésien Musso. Il assura encore plusieurs missions à Paris en janvier, février, mars et jusqu'en juin 1941, afin de régler les questions financières touchant à la « Compagnie France-Navigation », en particulier en ramenant les actions à Bruxelles et en trouvant des actionnaires fictifs. L'invasion de l'URSS coupa court à sa dernière mission à Paris qui avait comme but d'assurer avec l'Ambassade, comme demandé par l'Internationale Communiste, le rapatriement de militants bessarabiens, piliers de la MOI (Main-d'œuvre ouvrière immigrée) en Belgique.

Mais le terrain belge ne lui restait pas étranger. C'est lui qui tissa au Palais de Justice de Bruxelles les premiers liens qui débouchèrent en octobre 1941 sur la création du groupe et du journal clandestins « Justice libre » pour lesquels il obtint la collaboration d'avocats et magistrats de tous les horizons politiques. Il publia une brochure clandestine « Droit et Justice en Union soviétique » (rééditée après-guerre à Paris et à Bruxelles).

Illégal et recherché depuis le 22 juin 1941, Jean Fonteyne assurait toujours avec le concours de sa femme, la sécurité et les liaisons de Fried et la coordination de Justice libre. Il participait à « Temps nouveaux », organe des intellectuels du Parti, en rapport direct avec le secrétariat du Parti pour lequel il assurait des missions particulières. Fonteyne tomba le 6 juillet 1943, dans la grande rafle qui décapita le Parti. Son comportement fut exemplaire tout au long de son emprisonnement : à Breendonk, d'où il parvint à faire sortir des informations ; à Buchenwald ensuite où il arriva en mai 1944. Libéré et rapatrié, il relata son expérience en une plaquette, rééditée à plusieurs reprises.

Il reprit ses activités au Barreau. Élu sénateur en 1946, il joua un rôle actif à la Commission de la Justice, dont il fut secrétaire. Le congrès de 1948 l'élut au comité central. Dans la lancée de « Justice Libre », il fut au centre du groupe « Renaissance Judiciaire », branche belge de l'« Association internationale des juristes démocrates ». En 1951, il fut écarté du Comité Central, comme « intellectuel... dont certaines interventions au CC «participent de ce libéralisme pourri» que le Secrétaire général a dénoncé ».

Il fut l'un des artisans du renouveau en 1954. Le 12e Congrès le désigna à la commission de contrôle du Parti. Malgré un indéfectible attachement à l'URSS, il s'écarta du Parti communiste belge dans les remous du maoïsme en 1963, refusant certaines pratiques et tendances qu'il jugeait « révisionnistes ». En 1965, sa cellule refusa de renouveler sa carte. Il quitta le Parti sans s'éloigner : on le vit dans les manifestations pour le Vietnam, il prit en main la défense de Willy Peers, médecin communiste emprisonné pour avortement. Il ne s'engagea pas dans le nouveau parti « grippiste » parti maoïste de Jacques Grippa). Il écrivait, il s'intéressait à tout. Un infarctus le terrassa le 22 juin 1974.

Sans avoir été formellement lié aux structures de l'IC, Jean Fonteyne fut au centre des dispositifs les plus secrets de celle-ci et du PC en Belgique comme en France. Il s'est tu jusqu'au moment où Jacques Duclos le libéra de sa parole, en 1971, au bénéfice d'Alain Guérin. Mais loin d'être un homme de l'ombre, il a rayonné comme intellectuel communiste, comme

militant de l'art, profondément inséré dans son environnement professionnel où il se signalait par une activité de spécialiste reconnu comme de militant. Il y jouissait de l'estime de tous : la clandestinité et les réactions à son décès l'ont bien montré. À son exemple, sa femme et deux de ses enfants devinrent militants clandestins. Tout porte à croire qu'en dehors du Parti, il est mort communiste, personnage emblématique de l'engagement définitif de certains intellectuels pendant les années 1930.

- 1. *Eugen Fried représentant de la III ème internationale auprès du PCF*
- 2. *Jacques Duclos fut candidat communiste à la présidence de la République française.*
- 3 *Luigi Longo secrétaire général du PCI*
- 4. *Maurice Thorez secrétaire général du PCF et ancien ministre*

José Gotovitch
Extrait de Le Maitron

Sans elles, il n'y aurait pas eu de résistance.

Ce n'est pas pour rien que Marianne est le symbole des communards de Paris. Ne fût-ce que parce que pendant toute l'histoire du combat de la classe ouvrière, pendant les siècles de lutte des peuples, pour leur libération d'innombrables Marianne se sont trouvées sur les barricades au côté de leur mari frère, père et que bien souvent c'est à leurs côtés qu'elles ont vaincu ou péri.



Félicie Mertens

D'ailleurs dans l'histoire récente, la « Passionaria », Dolorès Ibarruri n'a-t-elle pas été autant que Georges Dimitrov le symbole de la Résistance à la montée du fascisme des années trente?

Lorsqu'en mai 1940, les troupes nazis ont envahi notre pays, personne ne pouvait soupçonner le rôle immense que jouerai la Résistance dans le déroulement de la guerre et encore beaucoup moins le rôle décisif que rempliraient des milliers de femmes et de jeunes filles dans la Résistance.

Car on peut le dire franchement : sans l'aide efficace, de toutes ces admirables camarades, il n'y aurait eu ni Armée des Partisans, ni presse clandestine,

ni Front de l'Indépendance, ni services de renseignements, ni route de la liberté. Bref: il n'y aurait pas eu de Résistance.

Pour les commandants des armées hitlériennes, élevés selon la tradition qui dit que « les jeux de la guerre », sont réservés « aux hommes », la surprise a dû être totale. En effet, dans les pays qu'ils occupaient, et opprimaient, ils se sont trouvés face à autant de représentantes du « sexe faible » que d'hommes, ces femmes n'étant d'ailleurs pas les moins acharnées dans le combat contre l'occupant. Pour eux la place du « sexe faible » était en effet encore toujours à la cuisine auprès des enfants.

Dans ces quelques lignes, il est tout bonnement impossible de mettre en évidence les immenses mérites de nos combattantes. Elles venaient de toutes les couches sociales de la population. Elles étaient de toutes les convictions politiques ou philosophiques mais elles poursuivaient toutes un seul et même objectif : « l'occupant dehors ».

Ou faut-il parler de ces dizaines de mères de famille qui, malgré la Gestapo et les traîtres noirs ont pris en charge un jeune Partisan qu'elle ne connaissait pas, qu'elles voyaient pour la première fois. Elles l'ont soigné, comme si c'était leur fils chéri même si elles avaient un fils fusillé, un mari en camp de concentration fasciste.



Marie Guisse

Comment oublier, les courrières, jeunes et moins jeunes, qui assuraient les liaisons par vents et tempêtes, qui étaient mal nourries, mal logées, loin de leurs parents, mari ou fiancé, mais qui maintenaient les contacts, qui passaient la correspondance, les rapports les armes et munitions à travers les mailles du filet tendu par la Wehrmacht. et par les patrouilles de la Gestapo. Lorsqu'elles étaient arrêtées malgré les tortures et les humiliations les plus atroces, elles n'avaient qu'un seul but: essayer de sauver l'homme ou le garçon inconnu qui est leur commandant ou leur responsable et, à travers lui, tenter de sauvegarder toute l'organisation.

Combien de fois, n'avons-nous pu échapper, sauver notre vie et sauver notre Mouvement que parce que les camarades arrêtées avaient réussi à tromper la Gestapo.

Les quelques heures qui nous étaient ainsi offertes

nous permettaient le plus souvent de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires, à la fureur des services de la police nazie d'ailleurs, qui devaient finalement comprendre qu'ils avaient été roulés et qui se vengeaient de l'humiliation subie sur leurs victimes.



Fernande Volral

Il va de soi que certaines tâches étaient pour ainsi dire réservées aux femmes de la Résistance. Elles ne s'occupaient pas seulement d'héberger et de soigner des dizaines de milliers d'illégaux. Elles ne se chargeaient pas seulement du courrier. N'y avait-il pas la presse clandestine qui avait besoin de rédactrices et de dactylos capables ? N'y avait-il pas au Front de l'Indépendance « Solidarité » et

chez les Partisans « l'Intendance », où tous les échelons étaient occupés par des femmes qui veillaient à l'approvisionnement parfait des réfractaires et des illégaux des bataillons et des compagnies de Partisans. N'y avait-il pas le service de renseignements des Partisans qui, sans les femmes, n'aurait jamais réussi à remplir sa mission ?

S'il est vrai que pour des raisons pratiques et aussi physiques, les jeunes filles et les femmes participaient dans une moindre mesure, aux sabotages et à la lutte armée active dans chaque Corps de l'Armée des Partisans on pourra vous citer des exceptions à cette règle.

Dans le commandement national de l'Armée des Partisans, les femmes ont d'ailleurs toujours été bien représentées non seulement au « Service de Renseignements » ou à « l'Intendance », où les femmes avaient presque toujours la responsabilité mais aussi à deux reprises comme Chef d'Etat-Major du Commandement national !

Je dois avouer que le subordonné qui se trouve pour la première fois en pleine guerre sous le commandement d'une femme a besoin d'un instant pour s'habituer à cette situation !

On peut dire sans exagérer qu'après la Libération, des dizaines de milliers de femmes avaient toutes le droit de se faire reconnaître Résistante, en vertu des statuts même de la Résistance.

Mais bien des vaillantes mères de famille, travailleuses et autres qui, au risque de leur vie, nous

avaient assistés et soutenus, pendant les années dures de la guerre, ont estimé, que finalement, ce n'était pas elles. les Partisans. Pourtant, nous savons que sans elles, sans leur aide désintéressée, il n'y aurait pas eu d'Armée des Partisans.

Comment mieux témoigner de notre gratitude à l'égard de toutes ces figures magnifiques qu'en conservant le souvenir de leur combat et de leur sacrifice pour la postérité.

Comment mieux rendre hommage à nos femmes et nos jeunes filles qui ont payé leur amour pour le pays et le peuple par une mort atroce dans les chambres, de torture de la Gestapo, par la faim, le typhus ou le « Cyclon B » dans les camps de concentration de Himmler ou par des exécutions moyenâgeuses telles que la décapitation à la hache ou la pendaison. Comment mieux leur rendre hommage que par l'édition de ce livre qui constitue en même temps une mise en garde, pour les générations à venir, pour qu'elles ne connaissent plus jamais de fascisme ni de guerre..

Notre combat contre le fascisme n'était pas seulement une lutte pour notre libération, c'était aussi un combat pour un monde meilleur, pour un monde de paix.

Veillons à rester dignes du sacrifice de celles et ceux qui ont laissé la vie dans cette lutte impitoyable et dont les cendres sont le plus souvent éparpillées par le vent dans des pays lointains.

C'est dans cette optique que le Front de l'Indépendance continue à œuvrer contre toute renaissance du fascisme, et pour le désarmement et la détente, pour un monde de PAIX !!

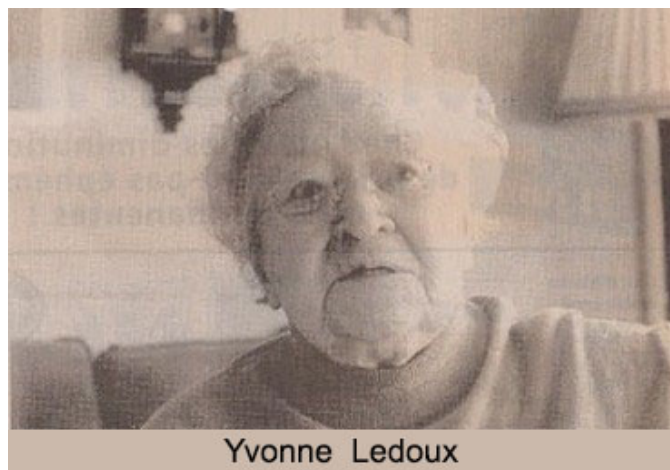
Louis Van Brussel
Lieutenant-Colonel de la Résistance
Ancien Commandant national des Opérations de l'Armée Belge des Partisans

Extrait du livre : « Femmes dans la Résistance »

Une résistante carolo : Yvonne Ledoux

Yvonne, Ledoux, l'épouse de Joseph Leclerc, est née à Châtelaineau le 4 août 1907.

Elle nous raconte: « Dès 1940, en septembre, j'ai formé mon premier groupe, à Châtelet, dénommé la « Légion noire ». Mon second groupe a été formé début 1942 à Montignies-sur-Sambre. Mon troisième groupe a été créé à l'Hôtel de Ville de Charleroi. Dès septembre 1940, j'ai commencé à recopier des ar-



ticles de journaux, à rédiger des tracts contre l'occupant. Ce fut ensuite l'édition de journaux locaux « Châtelet revue » et « Braderie monstre » à Châtelet dénonçant les collaborateurs mais reprenant aussi d'autres informations, des faits divers... A cette époque, j'étais en rapport avec Désiré Desselier et d'autres membres du Parti Communiste comme avec les représentants de la région de la Légion belge. Les réunions se faisaient chez moi.

Nos premières actions consistaient en chaulage de mots d'ordre, en distribution de tracts. Elles se sont alors étendues : à l'aide de rubans tricolores, nous ornions des pavés que nous lancions dans les fenêtres des rexistes. Les façades étaient maculées d'encre d'imprimerie et de goudron. Tant et si bien que les rexistes ont été obligés de placer une guérite sur le devant de leurs maisons avec un veilleur de garde. Cela ne nous empêcha pas de continuer.

Fin de l'année 1941, la Légion belge nous avait remis un plan du souterrain qui reliait les trois ponts de la Sambre. Pendant des mois, nous avons travaillé à ce projet de sabotage mais malgré les pompages d'eau. Nous avons été bloqués.

Après l'arrestation de nos jeunes camarades, je continuai à recopier des articles de journaux, des tracts. J'ai récolté des fonds pour Solidarité. Ensuite, il m'a été demandé de quitter mon emploi chez un architecte et j'ai pu entrer à l'Hôtel de Ville, au service des œuvres sociales. Là, j'avais de nombreuses occasions de travailler pour la résistance. Je faisais des enquêtes pour le service ce qui me permettait de sortir, des interventions à l'Assistance publique pour des aides telles que l'ambulance, les soins médicaux ou l'hospitalisation.

Dès le début de mon activité, j'ai fait partie des « Passeurs d'hommes », ligne française, pour le rapatriement des évadés français. J'ai reçu mon brevet de passeur d'hommes, avec médaille, de même que le brevet, signé par le général de Gaulle de soldat sans uniforme.

Des prisonniers soviétiques arrivèrent alors dans la région carolorégienne. Certains étaient hospitalisés, d'autres vivaient dans des camps et travaillaient au charbonnage. Il a fallu les secourir tant leur état était pitoyable. Nous avons recherché de la nourriture, des vêtements, des maisons d'hébergement pour assurer les évasions. Nous avons été amenés à faire évader l'infirmier du camp de Marchienne dont les activités avaient été découvertes par les gestapistes.

Blessé lors de son arrestation par une rafale de mitraillette, amené à l'hôpital civil de Charleroi, il a pu s'évader à l'heure de midi grâce à des complicités médicales et être acheminé au boulevard Jacques Bertrand. J'ai dû réquisitionner le docteur Sœur qui l'avait opéré et que je ne connaissais pas. Puis il a été conduit dans d'autres hôpitaux de la région pour terminer parmi les blessés des charbonnages du docteur Noppius.

Nous avons aussi fait évader des prisonniers soviétiques de l'hôpital et des camps de Marchienne et du Vieux Campinaire. J'ai hébergé chez moi, un commandant, un lieutenant et un sergent de l'Armée Rouge. Avec eux, nous avons saboté les trains et des voies de chemin de fer de la gare de formation de Monceau. Nous avons désarmé des Allemands.

J'ai fait aussi plusieurs transports d'armes dans les carrières d'Haut-le-Vasti et dans le bois de Maffle.

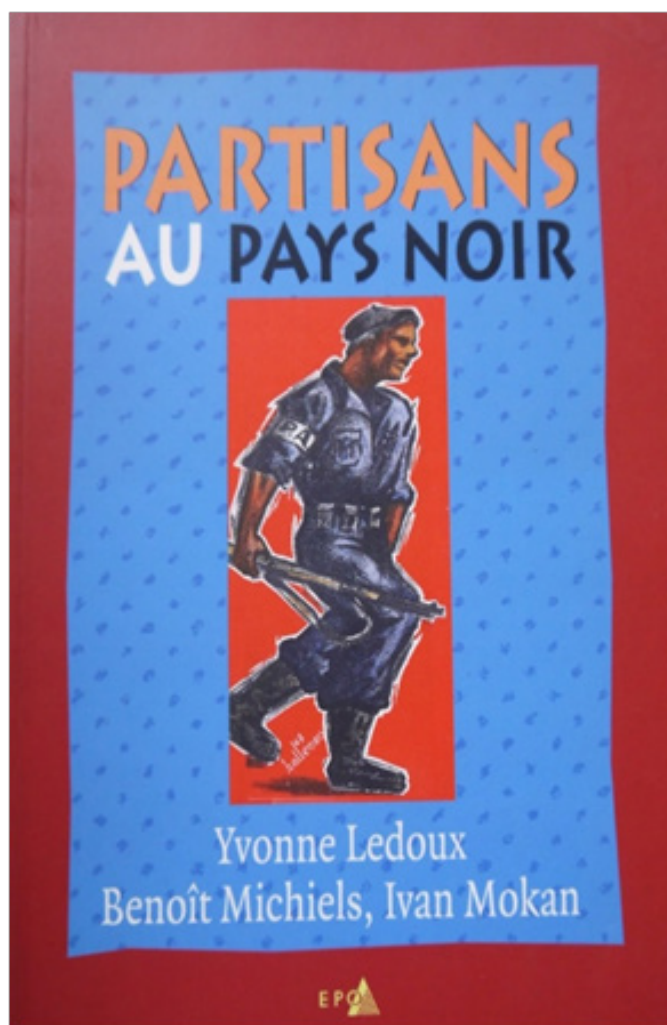
Par ailleurs, j'ai contribué à l'hébergement de sept prisonniers soviétiques dans la tour Turenne de l'Hôtel de Ville de Charleroi. J'allais chercher leur nourriture, le soir à l'Université du Travail, donnée par la cuisinière Philo, soit à la gendarmerie de Charleroi par le gendarme Thomas.

Je procurais des cartes d'identité et de légitimation, des timbres, des secours.

Le 11 septembre 1943, mon groupe a réussi à faire une action d'éclat. Nous avons hissé le drapeau belge à la coupole centrale de l'Hôtel de Ville. Ce fut un grand événement. Les Allemands vinrent le retirer après 45 minutes. Trois résistants furent arrêtés. Ils ont toujours nié.

Le bureau du Front de l'Indépendance était bien organisé pour la libération avec téléphone secret. Tous ensemble avec les Russes, mon groupe de Charleroi et mon groupe, de Montignies, nous avons fait le coup de feu lors des combats de la Libération. Nous avons pris part, aux combats de Nalinnes, Fosse, Fraire,...

J'ai mis le bureau du Front de l'Indépendance en bon ordre puis celui des Partisans Armés comme secrétaire de Commandant de Corps. Je suis restée à



l'Etat-Major jusqu'en 1945 pour reprendre ensuite ma place à de ville de Charleroi.

Extrait de « Femmes dans la Résistance », édité par le Musée national de la Résistance, Front de l'Indépendance

Décès de l'historien belge José Gotovitch

José Gotovitch était une pointure de l'histoire du XXe siècle en Belgique. Son expertise de l'histoire de la Deuxième Guerre et du communisme lui a de nombreuses fois ouvert les portes des plateaux TV. Professeur à l'ULB durant plusieurs décennies, José Gotovitch était également un survivant de la Shoah.

Né en 1940 à Bruxelles, José Gotovitch n'a que deux ans lorsqu'il échappe, avec sa mère et sa sœur, à une rafle allemande. La famille évite la déportation et Auschwitz. Cette nuit-là, 718 autres personnes, dont beaucoup d'habitants des Marolles, n'auront pas cette chance.

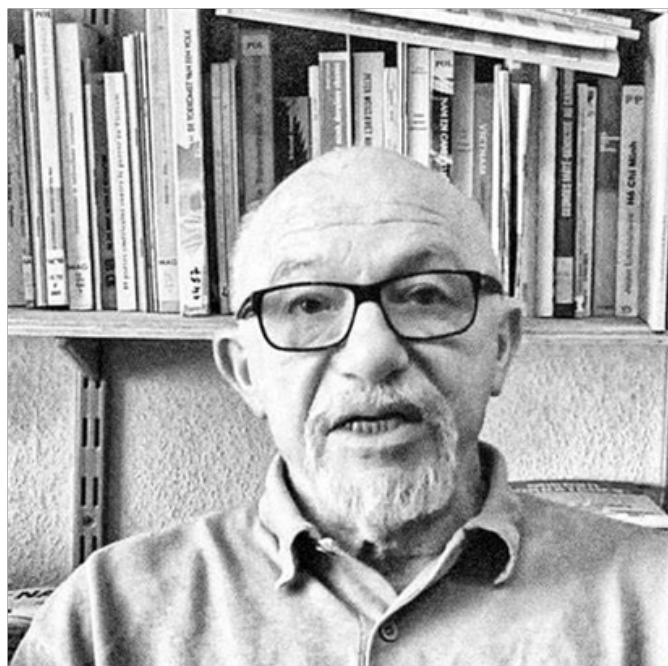
«Ma mère a eu le temps d'organiser notre fuite avec

ses voisins belges, des épiciers et d'autres habitants de la maison. Ces derniers ont réussi à tromper les Allemands, pendant que nous nous échappions par l'arrière, et par les toits, grâce à une petite échelle, en passant ensuite par l'épicerie du rez-de-chaussée, qui, elle, avait déjà été visitée.»

Cet événement le poussera sans doute à s'intéresser de près à l'Histoire contemporaine, à la lutte contre le nazisme et donc, à la Seconde Guerre mondiale. L'œuvre d'une vie, également poussé par son militantisme. A douze ans à peine, Gotovitch s'inscrivait auprès d'une association d'extrême gauche. Etudiant, il part à Cuba et rencontre Fidel Castro et Che Guevara.

Sa proximité avec le Parti communiste belge, dont il sera membre, mettra des bâtons dans les roues de sa carrière, pourtant il ne confondra jamais son esprit militant et sa rigueur scientifique.

Mon engagement pour le parti, c'était d'écrire son histoire.



Entre 1967 et 2005, Gotovitch gravira également les échelons de la carrière académique à l'ULB. Mais ce n'est 1988 qu'il passera sa thèse et obtiendra le titre de docteur en Histoire. La même année, il remplacera à la charge de professeur un autre grand historien, Jean Stengers.

José Gotovitch est présent, toujours en 1967, à la création du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale, une institution qui se charge de rassembler et d'analyser des kilomètres d'archives en lien avec les deux Guerres mondiales. En 1989, il en devient directeur, et le fait

évoluer pour devenir, en 1997, le CEGESOMA. Le Centre d'Études Guerre et Société s'est depuis élargi à de nombreux autres sujets d'études.

Ses travaux permettront de faire la lumière sur des sujets alors peu étudiés. La collaboration, l'exode des Belges, la Shoah, la résistance, l'Occupation, mais aussi et surtout l'histoire du communisme en Belgique et en Europe, autant de matières dans lesquelles les écrits de Gotovitch seront cruciaux.

Historien médiatique

En 1971, José Gotovitch publie, avec son collègue Jules Gérard-Libois, «L'an 40, la Belgique occupée». C'est un best-seller surprise qui le propulse au rang d'historien connu du grand public. Son visage et sa voix s'invitent dans les postes de télévision. Mais en réalité, Gotovitch collabore depuis plusieurs années avec les médias. En 1967, il conseille la RTB pour sa série documentaire événement «1914-1918. Le Journal de la Grande guerre». Mais c'est surtout avec l'émission «Jours de Guerre», qu'il conçoit et réalise pour la RTBF entre 1990 et 1995, qu'il va marquer le paysage audiovisuel.

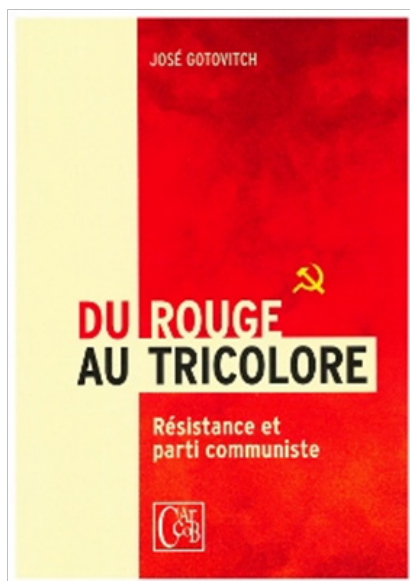
Pour commémorer les 50 ans du conflit mondial, la RTBF met en place, en TV et en radio, cette émission mensuelle présentée par Jean-Jacques Jaspers. Pour la première fois, la Seconde Guerre est racontée dans tous ses aspects au public belge. Plus de 700 personnes sont interviewées : anciens combattants, civils, survivants de la Shoah, résistants, mais aussi d'éminents collaborateurs, comme le tristement célèbre Léon Degrelle alors exilé en Espagne. Ces témoignages exceptionnels sont entrecoupés d'images d'archives souvent inédites en TV, et d'analyses d'experts, au premier rang desquels on retrouve José Gotovitch qui fait partie de comité scientifique de l'émission. Et elle est un succès qui contribuera à faire de l'étude du conflit mondial une vraie discipline chez les historiens.

C'est également grâce à lui qu'une série d'archives volées par les nazis durant l'Occupation sera retrouvée à Moscou. Des documents judiciaires, militaires, en lien avec les SS wallons et flamands, avec les spoliations des juifs, à propos des partis politiques ou des francs-maçons belges refont surface et reviennent en Belgique, plusieurs décennies après avoir été trouvés en Allemagne par l'armée soviétique. On pourra ainsi mettre des noms sur des victimes du nazisme, on pourra avoir des preuves contre des collaborateurs.

En 38 ans de carrière, José Gotovitch aura participé à faire entrer le XXe siècle dans l'Histoire contemporaine, et aura permis à des milliers de Belges, à travers leur téléviseur ou leur poste de radio, de mieux connaître les subtilités de leur passé récent.

José Gotovitch est décédé à l'âge de 83 ans. An-

nemie Schaus, rectrice de l'ULB, lui a rendu hommage sur Facebook : « Par sa finesse et son intel-



ligence mais aussi par son éloquence et son enthousiasme, José Gotovitch ne pouvait laisser indifférent. Engagé, rigoureux, il laisse un vide énorme mais aussi des travaux de recherche incontournables. »

Il est bon aussi à signaler que José Gotovitch était directeur du CarCoB (Centre des archives du communisme en Belgique) (NDLR)

Par Johan Rennotte
Extrait RTBF

« L'histoire le jugera sévèrement » : Varoufakis sort la sulfateuse pour enterrer Schäuble



Yanis Varoufakis

Alors que Wolfgang Schäuble s'est éteint le mercredi 27 décembre, celui qui était le ministre des Finances grec au plus fort de la crise en 2015, Yanis Varoufakis, a pris la plume pour revenir sur ce que représentait son an-

ciennologue allemand, symbole de la politique de rigueur budgétaire européenne... au mépris des peuples.

Ce n'est pas une réaction, c'est déjà un enterrement. L'ancien ministre des Finances du gouvernement d'Aléxis Tsípras, Yanis Varoufakis, en poste au plus fort de la crise grecque de 2015, s'est exprimé après l'annonce de la mort de Wolfgang Schäuble. Les deux hommes se sont affrontés des mois à couteaux tirés, quand le premier réclamait un peu d'air pour son pays asphyxié socialement et économiquement, tandis que le second semblait prêt à le sacrifier sur l'autel de l'orthodoxie budgétaire.

Yanis Varoufakis a fini par démissionner de son ministère au lendemain du référendum grec du 5 juillet sur l'accord avec l'Union européenne, malgré la victoire du « non » qu'il défendait, au moment où Athènes s'apprêtait à céder aux conditions allemandes. Et il n'en a rien oublié. Ainsi, au moment d'évoquer sur son site la mort de l'ex-ministre des Finances allemand, Yanis Varoufakis l'a défini comme « l'incarnation même du projet politique de soutien à l'union monétaire » avant de préciser.. que Wolfgang Schäuble « n'y croyait pas lui-même ».

L'occasion pour Yanis Varoufakis de revenir sur l'œuvre de celui qui fut ministre pendant douze ans dans un pays où on l'a surnommé « Père la rigueur ». À commencer par son action consistant à « imposer une violente austérité » économique en Allemagne et à « démanteler les institutions démocratiques dans des pays comme la Grèce ».

« C'est mauvais pour votre peuple ».

« En d'autres termes, Schäuble personnifiait la contradiction explosive qui a donné naissance à la fois à la crise de l'euro et aux politiques pour la combattre, des politiques qui ont conduit, d'une part, à l'appauvrissement de la Grèce et, d'autre part, à l'actuelle désindustrialisation de l'Allemagne et au glissement de l'Europe dans l'insignifiance géopolitique », dénonce Yanis Varoufakis dans son court brûlot consacré à cet homme d'État européen adepte de l'ordolibéralisme. Avant de conclure sur une phrase assassine : « L'histoire le jugera sévèrement, mais pas plus durement que ceux qui ont succombé à son projet et à ses politiques désastreuses ».

L'ancien ministre grec en profite pour accompagner son réquisitoire de deux extraits de son ouvrage *Adults in the room*, publié en 2017 – avant d'être adapté au cinéma par le réalisateur Costa-Gavras deux ans plus tard. Ce récit est consacré aux arcanes des instances politiques et financières.

L'opportunité pour Varoufakis de mettre en avant deux propos rapportés particulièrement saillants
Wolfgang Schäuble



allemande (AfD :Alternative pour l'Allemagne). Les scores les plus importants obtenus par cette formation politique sont obtenus en Allemagne orientale (en ex RDA), et ce, au détriment de la gauche et plus particulièrement de la gauche radicale. Notre dossier portera sur l'évolution de la gauche allemande et plus particulièrement sur l'opposition radicale.

33 ans après la Réunification, plus d'égalité mais des différences

Le délégué du gouvernement fédéral à l'Est, Carsten Schneider, a présenté à Berlin, son rapport annuel sur l'Unité allemande. Plus égaux, et pourtant différents. Ainsi pourrait-on résumer la situation des länder de l'est et de l'ouest, 33 ans après la Réunification allemande. C'est ce qui ressort du rapport annuel sur l'unité allemande, présenté à Berlin par le délégué du gouvernement fédéral à l'est, Carsten Schneider. Les progrès et le rapprochement sont considérables. Mais les défis qui se posent ne sont pas les mêmes à l'est et à l'ouest.

Parmi les différences, la rémunération est souvent mise en avant. Le salaire annuel brut moyen atteint à l'est 86 % de celui de l'ouest, le produit intérieur brut (PIB) par tête 79 %. Les ménages est-allemands disposent en moyenne d'un revenu de 11 % inférieur à celui de leurs compatriotes de l'ouest. Une étude récente a, par ailleurs, montré que les personnes originaires de l'est

et qui résumant à eux seuls toute la doctrine de Schäuble. « Les élections ne peuvent pas être autorisées à changer la politique économique », avait-il ainsi déclaré en 2015. Une phrase à l'unisson de l'ancien président de la commission européenne Jean-Claude Juncker qui avait déclaré au même moment : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

Autre anecdote marquante rapportée par l'économiste grec. Pendant les négociations, ce dernier avait un jour tenté de creuser le fond de la

pensée de Schäuble. « Je dois vous demander d'oublier pendant quelques minutes que nous sommes des ministres. Je veux vous demander votre avis (...) Si-gneriez-vous le protocole d'entente, si vous étiez à ma place ? » Varoufakis était alors loin de s'imaginer la te-nueur de l'improbable réponse : « En tant que patriote, non. C'est mauvais pour votre peuple ». Sans vergogne aucune.

Par Marion Rivet
Extrait de Marianne

DOSSIER

L'Allemagne en 2024

Il y a peu, nous avons attiré l'attention de nos lecteurs sur la présence et l'accroissement de l'extrême droite



occupaient aussi plus rarement les postes les plus élevés dans la société.

Industrie moderne et qualité de vie

La réalité ne se réduit toutefois pas à ces chiffres, montre le rapport. Le montant des pensions de retraite est désormais égal à l'est et à l'ouest. Les écarts salariaux entre les femmes et les hommes sont plus faibles à l'est qu'à l'ouest. Les länder orientaux offrent un meilleur accueil aux jeunes enfants, en proposant davantage de crèches. Les familles ont moins de difficultés à trouver un logement abordable. La qualité de vie en ville est jugée meilleure à l'est.

Par ailleurs, l'Est s'est doté d'une base industrielle moderne et fortement compétitive, comme le montre les récentes décisions d'implantation d'Intel à Magdebourg et de Tesla dans le Brandebourg. La Saxe est depuis longtemps devenue un pôle majeur dans le domaine de la micro-électronique.

« Les différences structurelles entre l'Allemagne de l'est et celle de l'ouest ont diminué, et en partie disparu », a résumé M. Schneider. Selon le délégué, l'Allemagne ne doit peut-être pas viser l'uniformité sur tous les plans. « Ce serait d'une certaine manière ennuyeux ».

Les traces de la division

À plusieurs égards, cependant, des traces du Mur demeurent encore bien visibles. Le rapport met cette année l'accent sur les particularités des zones urbaines et rurales. Il fait ainsi apparaître un problème auquel l'est est particulièrement confronté : le défi démographique.

Entre 1991 et 2021, près de quatre millions d'Allemands de l'est se sont installés à l'ouest. Il s'agissait, pour la plupart, de jeunes, âgés de 18 à 29 ans. Or, seuls 2,8 millions d'habitants ont fait le chemin en sens inverse. « Une génération a quasiment disparu », constate M. Schneider. Et même si l'hémorragie a cessé depuis un certain temps, ni les migrations intérieures, ni les migrations extérieures ne sont venues compenser ce déficit.

Ainsi, quand les Allemands de l'ouest peinent à trouver des logements abordables, leurs compatriotes de l'est sont confrontés à un manque accru de main-d'œuvre qualifiée et au vieillissement de la population. La proportion d'actifs atteint 62 % dans les villes ouest-allemandes (61 % dans les zones rurales), mais seulement 57 % dans les zones rurales de l'est. Quant aux personnes de plus de 65 ans représentent plus d'un Allemand de l'est sur cinq (22 %, de la population, 27 % dans les zones rurales).

A.L.

Extrait de « Missions allemandes en France »

Die Linke, le nouveau parti de gauche allemand



La Gauche

Le parti du socialisme démocratique, héritier de l'ancien parti communiste d'Allemagne de l'Est, était jusqu'à une époque récente la seule formation à la gauche du parti social-démocrate. Mais il existait très peu dans l'ouest du pays. Tout a changé avec la montée des luttes liées à la politique du gouvernement Schröder. Le parti Die Linke est le résultat de cette effervescence. Il vient d'entrer dans un quatrième parlement régional de l'ouest, à Hambourg. Michael Brie, directeur de la fondation Rosa-Luxemburg de Berlin, analyse ici les conditions de l'émergence de ce parti, qui a d'ores et déjà changé le paysage politique allemand.

Une chose était claire quand le parti Die Linke a été créé le 16 juin 2007 : il allait constituer une force dans le système politique allemand. « Nous sommes venus pour rester », comme l'a dit Lothar Bisky, un des deux présidents du nouveau parti avec Oskar Lafontaine. Quelles sont les chances de ce parti de changer les rapports de force et l'orientation politique en Allemagne ? Michaël Brie relate ici les circonstances de la création du nouveau parti et propose quelques réflexions sur la possibilité d'une alternative de centre/gauche et de réformes alternatives.

La naissance du parti Die Linke en Allemagne

On peut relever trois sources : les larges cercles de la population cherchant des alternatives au néolibéralisme (mouvements sociaux, syndicalistes...) ; le parti du socialisme démocratique (PDS) ; la WASG, alternative électorale pour le travail et la justice sociale

La population commence à se défendre

Au cours de l'âge d'or des années 1970, le monde

de l'ancienne République fédérale semblait encore en ordre. Pendant longtemps, le SPD a été capable d'intégrer, par des réformes sociales et démocratiques, une grande partie des revendications de 1968. Ces temps sont révolus. Les résultats de la politique actuelle – un chômage durable et de haut niveau, une insécurité croissante et l'exclusion sociale, la misère de l'éducation, le coût croissant de l'accès aux besoins de base comme la santé – sont en contradiction avec les promesses faites par les élites et avec les attentes de la population. La confiance dans la capacité des partis de régler les problèmes a disparu.

La différence entre la population et les élites n'est pas seulement une question de compétences. Il s'est créé un conflit fondamental entre les valeurs et les représentations de la majorité de la population d'un côté et les visées néolibérales de la plupart des élites qui gouvernent.

La population a réagi au cours de la dernière décennie à travers les élections. L'abstention si souvent déplorée a été un de ses outils. Chacun des partis de gouvernement y a perdu parce que leurs électeurs ne sont tout simplement pas retournés aux urnes.

Dans le même temps, beaucoup d'électeurs ont commencé à changer de camp. Ce qu'ils exprimaient ainsi était moins un choix politique, avec lequel ils se seraient identifiés – ce choix n'était pas proposé – que le désaveu de ceux qui étaient au pouvoir et qu'ils mettaient ainsi sous pression. Le bulletin de vote devenait un moyen de protester. On votait pour ceux qui ne faisaient pas partie de l'Establishment.

Beaucoup ont adopté une troisième modalité pour exprimer leur désaccord. Depuis l'année 2003, il y a eu un grand nombre de manifestations, souvent massives. Des millions de personnes sont descendues dans la rue contre la guerre, les réformes néolibérales et les reculs de la démocratie.

Mais la vague la plus importante est venue de façon inattendue et spontanée. Ni les partis, ni les syndicats, ni les mouvements sociaux connus n'ont été parmi les organisateurs, mais les personnes touchées elles-mêmes. Ce furent les manifestations du lundi de l'été et de l'automne 2004 contre ce qu'on a appelé la réforme Hartz-IV, qui a réduit beaucoup de personnes à la pauvreté.

Les manifestations ont été marquées par la colère et l'humour qui rappelaient celles de 1989 ayant provoqué la chute du régime communiste en RDA. « Nous prenons les choses nous-mêmes en main – pas seulement Hartz-IV » ; « La pension de base pour Schröder et consorts – pour cause d'humiliation des perdants » ; « Une supplique à la CDU : faites de Schröder un membre d'honneur » ; « Du marché du travail au marché des esclaves » ; « Qui a trahi les chômeurs ? La

direction des sociaux-démocrates » pouvait-on lire sur les banderoles fabriquées de façon artisanale.

Le Parti du socialisme démocratique (PDS) en Allemagne de l'Est



Parti de la Gauche Démocratique

En Europe, il n'est pas inhabituel de voir un parti communiste ou même un ancien « parti officiel » se transformer en force de gauche moderne. En Allemagne, le processus s'est révélé particulièrement difficile. Issu du parti communiste de RDA, le PDS existait seulement dans une petite partie du pays les nouveaux Länder. Le SED avait soutenu la séparation de l'Allemagne et la construction du mur. Or, la majorité des Allemands de l'Ouest rendaient et rendent toujours l'Union soviétique et la RDA responsables de la guerre froide et de la dictature. Comment le PDS, héritier du SED, a-t-il pu, dans ces conditions, devenir un parti influent à l'est de l'Allemagne ?

Les conflits entre Allemands de l'Est et élites politiques de l'Allemagne de l'Ouest sont apparus dès le départ à cause de l'opposition entre justice sociale et droits fondamentaux d'une part, la volonté d'imposer des marchés fortement monopolistiques et le pouvoir des grandes entreprises d'autre part. Les luttes, individuelles et collectives, des Allemands de l'Est pour garder les entreprises, les emplois, les retraites, la terre et les terrains, les immeubles et les logements, visaient davantage de sécurité sociale et d'autonomie de décision. Elles étaient aussi comprises de plus en plus, à partir de l'expérience contradictoire avec et dans la RDA, comme des conséquences de la contradiction entre les idéaux socialistes et la réalité du capitalisme. Cela a permis au PDS de faire le lien entre la revendication de politiques prenant en compte les intérêts des Allemands de l'Est et l'idée de socialisme démocratique.

Mais la réunification du pays a transformé la société et le PDS est entré en crise. Il lui était impossible de prendre racine à l'Ouest. Une rénovation fut entreprise avec de grandes difficultés. Elle a conduit à l'adoption d'un nouveau programme en octobre 2003. Les objectifs stratégiques étaient formulés ainsi : « Le PDS veut

être une composante d'une alliance large, s'opposant aux politiques visant l'entente des forces économiques au détriment des milieux économiquement défavorisés. Nous cherchons à surmonter l'hégémonie spirituelle et politique de l'idéologie et des politiques néolibérales en Allemagne et dans l'Union européenne. Nous voulons établir de façon durable la politique socialiste comme un projet politique autonome et conscient, afin que des alternatives tournées vers l'avenir, démocratiques, sociales et écologiques, puissent être mises en œuvre. Comme parti socialiste, nous sommes prêts à contribuer à une alliance durable du centre et de la gauche, afin d'agir pour de tels changements. » Mais Le PDS ne pouvait pas relever ce défi avec ses seules forces. La fondation d'un nouveau parti de gauche à l'Ouest lui a donné une nouvelle chance.

Le parti Alternative électorale et justice sociale (WASG)



Trois facteurs ont conduit, en 2004, à la création, à côté du PDS, d'un nouveau parti de gauche en Allemagne : la crise du SPD, la nouvelle orientation des syndicats et la faiblesse du PDS en Allemagne de l'Ouest. Durant les années où il était au gouvernement, le SPD a perdu le tiers de ses membres, sa direction a gouverné contre la majorité de ceux-ci et de son électorat, en particulier ceux qui étaient proches des syndicats. Ces derniers avaient perdu, du fait de la politique gouvernementale néolibérale, leur principal partenaire politique. Et le PDS ne pouvait pas attirer les forces déçues par le SPD.

Cela a constitué l'étincelle initiale pour la WASG. L'alternative électorale était un creuset rassemblant des intellectuels de gauche, des scientifiques, des journalistes, proches des syndicats, avec une expérience chez les Verts, le SPD mais aussi le PDS de l'Ouest.

Des forces de l'IG Metall de l'Allemagne du Sud ont joué un rôle important. La création de la WASG était une réaction contre les contre-réformes néolibérales

des partis dominants. Avec l'accord tacite d'une partie des directions syndicales, des cadres syndicaux intermédiaires ont cherché une possibilité de casser la position de monopole que le SPD occupait dans le champ politique.

Un nouveau parti apparaît, les élections fédérales de 2005

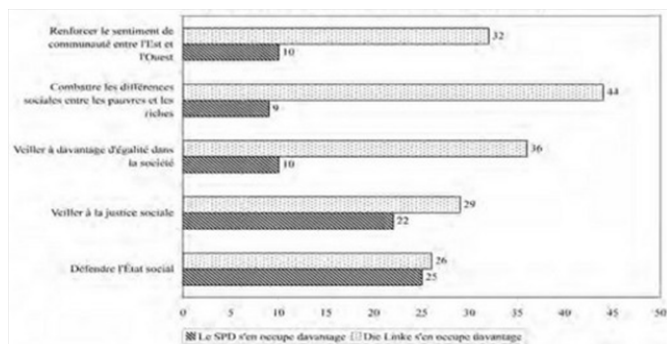
Lorsqu'après une nouvelle défaite dans une élection régionale, Gerhard Schröder a entamé en mai 2005 une fuite en avant en provoquant des élections anticipées au Bundestag, le calcul visait en partie à rendre impossible, en la privant du temps nécessaire, la formation d'un parti alternatif de gauche avant les élections. Mais c'est le contraire qui se produisit. Alors que pour les élections régionales du printemps 2005, le PDS et la WASG étaient encore en concurrence et avaient échoué nettement devant l'obstacle des 5 % au printemps 2005, ils réussirent à former une alliance électorale en septembre 2005, sur les listes du PDS rebaptisées Linkspartei-PDS.

Une des clés du succès a été la candidature d'Oskar Lafontaine, l'ancien président du SPD, et Gregor Gysi, le dirigeant incontesté du PDS. Le résultat du scrutin – 8,7 % – fut significatif. Une majorité du centre et de la gauche était arithmétiquement possible, mais aussi bien le SPD que la Linkspartei la refusèrent.

Au printemps 2007, le PDS et la WASG ont juridiquement conclu l'unification déjà réalisée au Bundestag depuis 2005. Oskar Lafontaine et Lothar Bisky (jusqu'à présent président du PDS) sont devenus coprésidents. Des statuts et des repères programmatiques ont été adoptés. Dans les sondages, le nouveau parti, Die Linke, atteint plus de 10 % sur l'ensemble du pays, 5 % dans presque tous les Länder de l'Ouest. Il est entré pour la première fois dans un parlement d'un Land de l'Ouest à Brême avec 8 % des voix et atteint entre 25 et 30 % dans les Länder de l'Est. Il s'est établi durablement dans le paysage politique de la République fédérale.

Le parti Die Linke propose aux syndicats de se libérer des liens unilatéraux avec le SPD. Avec Les Verts, il est de plus en plus le partenaire le plus important au Bundestag et dans nombre de Länder pour de nombreux mouvements sociaux. Il a remis avec efficacité à l'agenda politique officiel des revendications de gauche comme le salaire minimum, les retraites pour les personnes sans ressources, le refus à la participation aux guerres.

L'essor actuel de la Linkspartei peut conduire à un changement fondamental dans le système des partis. Comme le note Thomas Petersen, de l'Allensbacher Institut : « On reconnaît la profondeur de l'impact de la gauche dans le champ du SPD au fait que des compétences, que la population a reconnues au SPD depuis des décennies, sont aujourd'hui accordées au même



titre au minimum à la Linkspartei. » Le graphique 1 montre clairement qu'il s'agit en fait d'un euphémisme, tout au moins pour les questions sociales. Pour beaucoup de partisans du SPD, il n'y a plus de doute, 40 % d'entre eux approuvent même l'affirmation selon laquelle le SPD a renié ses origines, n'est plus le parti des petites gens et des travailleurs, et ne se soucie plus que des intérêts de l'économie

Ce qui s'est esquissé pour la première fois au cours des élections de 2005 peut être constaté maintenant dans la durée : dans l'opinion, la Linkspartei est presque sur un pied d'égalité avec le SPD pour les orientations de gauche classiques : l'État social, la justice, le dépassement du clivage riches-pauvres. Dans ces domaines clefs, le SPD a cessé d'être l'interlocuteur principal, notamment pour ceux qui sont au bas de l'échelle sociale.

Ces succès de la Linkspartei ne pourront cependant être stabilisés que si la capacité à incarner les intérêts et les thèmes aujourd'hui dominés va de pair avec la capacité de contribuer à la mise en œuvre d'une autre politique. Le succès donne des responsabilités. Ce qui sera décisif pour la Linkspartei sera de réussir à promouvoir un changement d'orientation politique en Allemagne. Cela n'est possible que dans le cadre d'une alliance entre le centre et la gauche.

Michael Brie, Traduction Louis Weber

Extrait de Cairn info

Dans nos prochaines publications nous constaterons que cette situation qui semblait idyllique changera suite à la progression des forces d'extrême droite présente dans l'AfD

Prés carrés

C'est le lot de toutes les élections à faible participation : aux européennes, où plus d'un Français sur deux décide généralement de consacrer son dimanche à d'autres activités que les urnes, chaque parti cherche à rassembler son camp plutôt qu'à convaincre une majorité de citoyens. Pis, on assiste à une concurrence échevelée pour capter des clientèles spécifiques, des « segments », comme disent les professionnels du marketing.

Les débauchages effectuées par les grandes forces politiques traduisent ce processus : chez les Insoumis, on a dégoté la juriste franco-palestinienne Rima Hassan pour séduire l'électorat arabo-musulman des banlieues sans s'embarrasser de nuances. Le Rassemblement national, de son côté, déniché l'essayiste Malika Sorrel pour s'éviter toute accusation de racisme, et place l'ex-directeur de Frontex Fabrice Leggeri pour faire sérieux.

Quant aux macronistes, ils ont plus de mal : l'usure du pouvoir et des sondages en berne font qu'on ne se bouscule pas au portillon pour figurer sur la liste de Valérie Hayer. Olivier Véran a préféré se reconvertir dans la chirurgie esthétique qu'aller au casse-pipe, et l'inénarrable Nathalie Loiseau a été récupérée en catastrophe. Du côté de Reconquête, Eric Zemmour et Marion Maréchal s'écharpent, notamment vis-à-vis de l'attitude à adopter vis-à-vis d'un Rassemblement na-



tional qui menace le parti de disparition.

Parallèlement à ce jeu de petits chevaux réjouissant mais un peu vain, le débat a parfois lieu ailleurs. Sur les territoires infinis du numérique, comme le réseau social Twitch, théâtre d'une activité politique bouillonnante dont nous dressons la cartographie... ou dans les colonnes de Marianne, que l'ancien ministre Arnaud Montebourg a choisi pour lancer une charge sabre au clair contre le Conseil d'Etat et le gouvernement des juges.

**Extrait de Marianne
Hadrien Mathoux**

La Louvière : faut-il numériser l'école à tout prix ?

Depuis quelques années, l'introduction de l'informatique en tant qu'outil pédagogique semble une évidence et suscite peu de débats. Une passivité générale qui étonne et interpelle les membres du Club Achille Chavée de La Louvière. Durant deux ans, ils ont donc organisé des ateliers pour étudier les conséquences de la numérisation de l'école et présentent leurs conclusions dans un livre.



L'usage du numérique s'inscrit de plus en plus dans l'organisation de l'enseignement. C'est un fait. Une progression qui s'est accélérée avec les dispositions prises en période Covid. Mais avec quel bénéfice pour les élèves, les enseignants et le monde de l'école en général ? Une question à la base d'un travail collectif mené par les membres du Club Achille Chavée.

« On introduit le numérique à l'école, par des expériences pi-

lotés, mais qui s'étendent de plus en plus sans jamais se poser la question de savoir si le numérique permet de résoudre le gros problème que connaît notre enseignement. C'est à dire celui de l'échec scolaire et de la relégation. Dans l'enseignement, qui est organisé en filières, on remarque que les enfants issus des milieux les plus défavorisés ont un parcours scolaire très chaotique », explique Yves Herlemont, promoteur de l'atelier.

Au terme de deux années de lectures, d'analyses et de discussions, les auteurs du projet estiment que l'usage du numérique à l'école, s'il n'est pas complètement à bannir, ne résout pas les questions d'inégalité. Bien au contraire.

« Le numérique, au lieu d'améliorer les inégalités, semble les creuser un peu plus, aussi bien au niveau de la possession du matériel numérique qu'au niveau de l'usage du numérique. La lecture sur écran est, par exemple, beaucoup plus difficile que la lecture sur papier. Les principales victimes de cette lecture sur écran, ce sont celles et ceux qui ont déjà des problèmes de lecture et de compréhension de la lecture », poursuit Yves Herlemont.

Le club Achille Chavée pointe également d'autres risques liés à la pédagogie par le numérique. Parmi ceux-ci, citons la course technologique effrénée que pourraient se livrer des écoles en concurrence, la mainmise des entreprises du secteur informatique sur l'enseignement ou encore une diminution des interactions entre enseignants et élèves. Des constats publiés dans un livre destiné à susciter le débat.

« On va essayer d'utiliser cet ouvrage pour poursuivre le débat avec d'autres associations », confirme Jean-Pierre Michiels, responsable du Club Achille Chavée. « On veut également avoir une réflexion avec les pouvoirs publics qui ont l'air de marcher à pas forcés dans

cette démarche. Il faut avoir une discussion avec les enseignants et les former. Il ne faut pas imposer arbitrairement cette modernisation qui risque d'avoir des conséquences fâcheuses.»

L'ouvrage, paru aux Editions du Cerisier, est disponible au prix de 10 euros, au Club Achille Chavée ou en librairie.

N. Elet

LECTURE

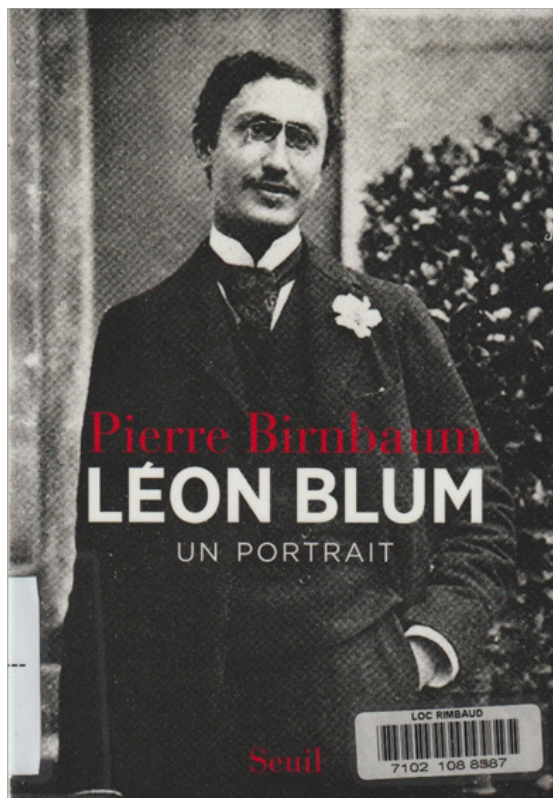
Léon Blum. Un portrait

Encore une biographie de Blum (1872-1950), diront certains. Oui, mais celle-ci a l'avantage de nous montrer un Blum « Juif d'état », « fou de la République », dans la lignée de ceux étudiés par l'auteur dans ses précédents ouvrages, un Blum dissertant sur l'amour et les femmes, un Blum écrivain, littéraire, « stendhalien », un Blum totalement juif et totalement français, à l'instar probablement de la grande Simone Veil (1927-2017), qui vient de nous quitter.

Chacun sait les cris et manifestations de haine antisémite qui résonnèrent en France lors de l'accession de Blum au pouvoir : ainsi de l'apostrophe de Vallat, le 6 juin 1936 à l'Assemblée nationale : « Ce vieux pays gallo-romain gouverné par un Juif [...] talmudiste subtil », ainsi des apostrophes de « youtre », « youpin » et autres violentes insultes adressées à l'Assemblée nationale et partout dans le pays. On sait moins que de larges pans de l'opinion internationale lui furent également hostiles, aux États-Unis par exemple, mais aussi en Turquie où, le rappelle l'auteur, Mustapha Kemal lança : « La démocratie de la France est dégénérée [...] un socialiste extrémiste comme Blum peut dominer la vie politique bien qu'il ne soit pas français par la race ni catholique par la religion. Cela ne peut pas marcher. » Sur le plan généalogique, Léon Blum est issu d'une famille juive originaire d'Alsace, région berceau de la plus importante communauté juive du pays à l'époque de la Révolution française, communauté alors très largement observante et traditionnaliste. Attaché aux traditions religieuses juives et aux rites, Léon Blum sera un élève brillant du lycée Henri IV, réussira le concours d'entrée à la prestigieuse École Normale Supérieure. Jeune, il cultive une allure de dandy, portant monocle et gants ; danseur confirmé, « sa sveltesse fait l'admiration des jolies femmes séduites par son élégance et sa grâce ». Membre du Conseil d'État, tourné vers les arts, la littérature, la poésie, il tiendra la rubrique littéraire de l'Humanité.

Il incarne pour les antisémites le Juif faible, fragile, efféminé, « jument palestinienne » pour Gaxotte, « pucelle » pour Maurras, « fille » pour Daudet. Pourtant son

courage physique est indéniable lors des nombreux duels auxquels il participe avec fougue, « pour laver son honneur », avant et pendant l’Affaire Dreyfus.



Dans le chapitre intitulé « De l’amour », Birnbaum s’attarde sur les écrits de jeunesse du grand dirigeant socialiste, concernant l’amour et le statut des femmes. En complément de l’ouvrage d’Ilan Greilsammer (Blum, Flammarion, 1996), ces pages-ci nous permettent de découvrir des aspects peu connus des engagements autres que politiques de l’homme politique. On y apprend que connaisseur et admirateur des œuvres de Stendhal, son héros est Julien Sorel, auquel il s’identifie passionnément. À côté de nouvelles et comptes rendus publiés régulièrement dans la Revue blanche, il commet en 1907 un ouvrage qui fera scandale auprès des antisémites, Du mariage, « hymne à la rencontre amoureuse, au désir, au plaisir physique, à la libération des instincts ». Très en avance sur les idées de son temps, il prône la nécessité d’une femme « libre », loin des conventions bourgeoises et des tabous qui entourent les jeunes filles. Il aspire au mariage égalitaire : « Pour l’homme comme pour la femme la vie d’aventure doit précéder la vie de mariage, la vie d’instinct doit précéder la vie de raison » (cité par Birnbaum, p. 51). Profondément féministe, « soixante-huitard » avant l’heure, il prône la libération sexuelle des femmes en vue du bonheur des femmes comme des hommes dans le mariage. Pour lui, le combat féministe s’inscrit dans le nécessaire combat socialiste pour la justice sociale. Sur un plan plus politique, c’est un jaurésien, un socialiste aux convictions tranchées, profondément opposé au léninisme, auquel il oppose la force des vertus démocratiques, l’importance de l’individu dans la République.

On connaît mieux la suite : le rôle de Blum dans le maintien de la « vieille maison » Section française de l’Internationale Ouvrière en 1920 face au parti communiste naissant, son image de révolutionnaire « pacifiste » (réformiste), l’attentat, à l’instigation des Camelots du roi, dont il fut victime en février 1936, son rôle de chef de gouvernement à la tête du Front populaire en 1936, le procès de Riom sous Vichy, son internement à Buchenwald, sa participation au gouvernement de la Libération. On connaît moins aujourd’hui son engagement sioniste : « Le sionisme se concilie avec le socialisme international, du fait qu’il a commencé avec les classes qui souffrent [...]. [Le sionisme] est socialiste parce que populaire, juste et humain », s’écrie-t-il au cours d’un meeting à la Mutualité à Paris, en 1922 (p. 222). Et le dernier chapitre de l’ouvrage, nous fait découvrir l’existence en Haute Galilée d’un kibboutz laïque, Kfar blum, bâti et nommé en son honneur en 1943, par un groupe d’immigrants principalement anglais, américains, canadiens, sous le patronage de plusieurs associations juives et de personnalités de premier plan, comme par exemple l’ambassadeur de France aux États-Unis, des proches du président Roosevelt, Albert Einstein. Pierre Birnbaum rappelle le message plein d’émotions que Léon Blum adressa aux promoteurs de cette idée, message dans lequel il se définit comme « Français, socialiste et Juif » : dans cet ordre. Depuis la naissance de ce village collectiviste, la statue du dirigeant français accueille le visiteur, « son portrait grandeur nature trône dans la salle à manger commune », et nombre de dirigeants socialistes français vinrent s’y rendre quasiment en pèlerinage jusqu’au début des années 1960.

Juif incroyant, militant sioniste, soutien de l’État d’Israël dès ses débuts (en 1948), Blum « conjugua toujours son particularisme discret mais assumé avec une foi républicaine absolue [...]. Juif sans complexe et républicain intransigeant, Blum fut un juste du socialisme ». (Libération, janvier 2017).

Joëlle Allouche-Benayoun

Pierre Birnbaum est né le 19 novembre 1940 à Lourdes¹, historien et sociologue français.

Pierre Birnbaum est professeur de sociologie politique à l’université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l’Institut d’études politiques de Paris.

Il est l’auteur notamment des Fous de la République, ouvrage sur l’entrée dans la fonction publique et l’adhésion aux valeurs républicaines de ceux qu’il appelle les « Juifs d’État ». Ses recherches portent sur l’histoire des Juifs de France, en particulier sur l’affaire Dreyfus², ainsi que sur la sociologie de l’État, du pouvoir et des élites.

En 1992, il est nommé membre de l’Institut universitaire de France.